



# Assemblée générale

Distr. générale  
15 octobre 2001  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-sixième session

Point 20 b) de l'ordre du jour

### Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire

et des secours en cas de catastrophe fournis

par l'Organisation des Nations Unies,

y compris l'assistance économique spéciale :

assistance économique spéciale à certains pays ou régions

## Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité au Tadjikistan et le relèvement de ce pays

### Rapport du Secrétaire général\*

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1	2
II. Situation actuelle au Tadjikistan et rôle de la présence politique des Nations Unies dans le pays .....	2-7	2
III. Situation économique actuelle .....	8-9	2
IV. Opérations humanitaires .....	10-57	3
V. Aide apportée par les États Membres .....	58-59	12
VI. Observations .....	60-63	13

\* La présentation tardive de ce rapport est due à l'évolution de la situation au Tadjikistan.



## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 55/45 de l'Assemblée générale, en date du 27 novembre 2000, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de continuer à suivre la situation humanitaire au Tadjikistan et de lui rendre compte, à sa cinquante-sixième session, des progrès accomplis dans l'application de la résolution. Le rapport couvre la période allant du 15 juillet 2000 au 15 juillet 2001.

## II. Situation actuelle au Tadjikistan et rôle de la présence politique des Nations Unies dans le pays

2. Le Tadjikistan a notablement progressé dans la consolidation de la paix et de la stabilité, mais il a dû faire face à des revers et à des problèmes découlant du conflit civil. Certains de ces problèmes n'ont pas été complètement réglés pendant la période de transition. Ils sont avant tout liés à la présence de groupuscules armés qui appartenaient à l'ancien Parti uni d'opposition tadjik, notamment dans la vallée de Karateguine. Le Gouvernement a non seulement pris des mesures pour lutter contre les auteurs de troubles, en particulier les bandits de grand chemin et les preneurs d'otages, mais il a dû aussi se résoudre à employer la force dans certains cas, tout en s'attachant, par l'entremise de commissions spécialisées, à faciliter la réinsertion des groupes armés dans les rouages du pouvoir et dans la vie civile.

3. La situation générale du pays est encore compliquée par le dénuement extrême de la population, les destructions provoquées par la guerre civile et l'effondrement des systèmes de protection sociale, de santé publique, d'assainissement et d'éducation. Par ailleurs, ces deux dernières années, le Tadjikistan a souffert d'une très grave sécheresse. Il a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle intensifie encore l'assistance humanitaire d'urgence qu'elle lui fournit. Le pays est également aux prises avec des problèmes de sécurité intérieure liés au grand banditisme, à la prolifération des armes illicites détenues par la population civile, à la corruption et au trafic de stupéfiants à grande échelle.

4. Malgré de nombreuses difficultés, le Tadjikistan a amplement démontré son attachement à la paix et à la stabilité et a accompli des progrès notables en ce sens.

La société tadjike a besoin d'encouragements et d'une assistance matérielle pour consolider la paix et promouvoir la stabilité et la démocratie. Cela est crucial si l'on veut prévenir le mécontentement social et la reprise des troubles civils.

5. Les principales dispositions de l'Accord général sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale au Tadjikistan (A/52/219-S/1997/510, annexe I) sont entrées en vigueur en mai 2000 et la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan s'est achevée le 15 mai 2000. Pour faciliter le règlement des problèmes très profonds qui ont déclenché la guerre civile dans le pays, le Secrétaire général a créé le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan, avec l'accord du Gouvernement tadjik et du Conseil de sécurité. Le Bureau a été chargé de mettre en place un cadre politique et directif afin d'orienter les activités de consolidation de la paix engagées dans le pays par le système des Nations Unies.

6. Les organismes des Nations Unies présents au Tadjikistan ont sans désespérer tenté de mobiliser une aide internationale en faveur de programmes ciblés s'inscrivant dans le cadre plus général de la consolidation de la paix après le conflit. Des résultats sont apparus lors de la réunion consultative des pays donateurs, tenue à Tokyo le 16 mai 2001, puisque les annonces de contributions ont atteint 430 millions de dollars, donnant un nouvel élan à la paix, à la stabilité et au développement au Tadjikistan.

7. Se fondant sur une stratégie globale de consolidation de la paix, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan et les organismes des Nations Unies intervenant dans ce pays feront porter leurs activités sur la consolidation de la paix, la reconstruction et le redressement nationaux, la promotion de l'état de droit, le renforcement des institutions démocratiques et l'appui aux initiatives locales de défense des droits de l'homme.

## III. Situation économique actuelle

8. Ces deux dernières années, le Tadjikistan a souffert d'une grave sécheresse, laquelle a encore exacerbé les problèmes économiques provoqués par plusieurs années d'une guerre civile qui a détruit l'infrastructure sociale et économique de base et considérablement réduit le niveau de vie de la

population. Le pays produit du coton et possède d'autres atouts économiques importants, tels que de vastes ressources en eau, denrée souvent rare en Asie centrale, des usines de transformation du minerai d'aluminium importé et quelques mines d'or et de pierres semi-précieuses. Des subventions agricoles mal conçues, le détournement de ressources modestes à des fins autres que celles initialement prévues et les carences de l'administration ont contribué au rapide déclin économique du pays et expliquent que plus de 80 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de chômage élevé, en particulier parmi les jeunes, les dysfonctionnements du régime national de protection sociale, l'absence de débouchés pour les investisseurs privés, la chute de la production intérieure, la criminalité et d'autres facteurs financiers et culturels ont attisé l'instabilité politique. Il y a tout lieu d'inscrire le Tadjikistan sur la liste des pays pauvres très endettés pour qui un allègement de la dette serait le bienvenu.

9. L'économie a montré des signes de reprise en 2000 et au début de 2001, mais en raison de la sécheresse persistante et de la diminution du pouvoir d'achat, de larges pans de la population vivent dans la misère. L'aggravation de la situation dans les campagnes et l'augmentation du nombre de personnes fragilisées dans les zones rurales et urbaines expliquent à quel point il importe de maintenir les secours internationaux. Le travail salarié, les envois de fonds, l'assistance apportée par les organisations internationales, les échanges commerciaux et le trafic de stupéfiants constituent les principales sources de revenus. Toutefois, les pouvoirs publics s'emploient à atténuer la pauvreté en proposant une aide accrue à certains secteurs. Cette aide représente actuellement 20 % des dépenses publiques.

## IV. Opérations humanitaires

### A. Généralités

10. Malgré les progrès notables enregistrés pendant l'année écoulée dans le domaine de la paix et de la sécurité, la situation humanitaire a continué de se dégrader, en raison de la sécheresse persistante, de la mauvaise conjoncture économique et de la faiblesse du pouvoir d'achat de plus de la moitié de la population tadjike. En 2000, la sécheresse a aggravé la situation de 1,2 million de personnes qui dépendaient de

l'assistance alimentaire fournie par le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres organisations, comme la Fondation Aga Khan, l'organisation allemande Agro Action, Care International, Mercy Corps International, Save the Children, Mission Øst et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

11. En déclin depuis plusieurs années, la production agricole s'est encore réduite. En 2000, la production céréalière a chuté de 46 % par rapport au niveau atteint en 1999, lequel était déjà en baisse de 17 % par rapport à 1998. Le recul s'explique par une grave sécheresse, un réseau d'irrigation délabré et le manque de ressources pour acheter des moyens de production agricole fondamentaux. En 2001, la sécheresse a provoqué une nouvelle contraction de la production agricole dans de nombreuses régions du pays. Le 23 mai 2001, le Président du Tadjikistan a demandé une assistance humanitaire à l'Organisation des Nations Unies et à quelques-uns des principaux pays donateurs afin de faire face aux conséquences de la sécheresse. Une mission du PAM et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est rendue dans le pays du 21 juin au 3 juillet afin d'évaluer les récoltes et a récemment publié ses conclusions (pour plus de précisions, voir le site <[www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)>). Une assistance alimentaire ciblée est recommandée pour environ un million de personnes, notamment les populations vivant dans les zones montagneuses isolées, ce qui représente 90 500 tonnes de produits alimentaires.

12. Malgré les efforts de la communauté internationale pour remettre en état les établissements sanitaires, la qualité du système de santé laisse beaucoup à désirer dans l'ensemble du pays. Les autorités locales n'ont d'autres ressources que les produits de base fournis par les organisations internationales. Dans les régions reculées, de nombreux centres de santé manquent de médicaments de base et de personnel médical qualifié. Les autorités sanitaires sont incapables de maîtriser et de traiter des maladies telles que la typhoïde, le paludisme, la tuberculose, la dysenterie, la brucellose, l'hépatite virale et les maladies sexuellement transmissibles, notamment le VIH/sida. D'autres services sociaux de base, comme l'approvisionnement en eau, les services d'assainissement et l'éducation, ont souffert de la pénurie de produits indispensables et du manque d'entretien. En de nombreux endroits, les employés des

services sociaux sont payés avec plusieurs mois de retard et, en tout état de cause, leur salaire est trop modique pour leur permettre de subsister. L'éducation continue de reculer parce que les pouvoirs publics et les parents ne peuvent ni fournir les articles de base, ni mobiliser les fonds nécessaires à l'entretien et au chauffage des écoles ni habiller et chausser les enfants. Il y a pénurie d'eau potable dans la plupart du pays, y compris dans certaines zones urbaines, et les services de santé laissent à désirer dans les zones où seuls 35 % de la population ont l'eau courante. Les réseaux d'approvisionnement en eau sont insuffisants, voire inexistant, dans la plupart des zones rurales. À Douchanbé, l'approvisionnement en gaz naturel a été coupé ces derniers mois et l'eau a également été coupée à plusieurs reprises depuis le début de l'année.

13. Les contributions au titre de l'assistance humanitaire ont été très modestes en 2000, notamment pour des secteurs aussi importants que la santé, l'éducation, l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement. En 2001, l'Appel global interinstitutions en faveur du Tadjikistan n'a pas donné les résultats escomptés, puisqu'au 30 juin seuls quelque 36 % du total des besoins avaient été couverts; la plupart des contributions sont allées aux activités d'urgence du PAM. Si les organisations humanitaires consacrent la plupart des ressources à des activités de sauvetage et de stabilisation, elles appuient aussi des projets de reconstruction afin d'aider à revitaliser des collectivités et à remettre en état les équipements collectifs, malgré d'importantes difficultés de financement. Dans les régions de Khatlon et de Sugd et dans les circonscriptions sous administration directe, des centaines d'écoles, d'hôpitaux, de dispensaires, de systèmes d'irrigation, de réseaux électriques, de ponts et de routes ont été remis en état. Dans l'oblast du Haut-Badakhchan, le PAM et plusieurs organisations non gouvernementales ont offert aux populations locales une assistance humanitaire et une aide à la reconstruction.

14. De manière générale, les conditions de travail des organismes des Nations Unies et des organisations internationales se sont légèrement améliorées pendant l'année écoulée, bien que certaines zones ne soient plus accessibles en raison d'une récente hausse de l'insécurité. Les relations entre la communauté humanitaire et les pouvoirs publics sont plutôt bonnes, malgré des restrictions et des retards occasionnels dans la délivrance des visas et des laissez-passer.

15. La réinsertion des anciens combattants et la création d'emplois réservés aux combattants démobilisés sont toujours aussi problématiques tant pour le Gouvernement tadjik que pour le système des Nations Unies. Compte tenu de l'instabilité, de la recrudescence de la criminalité et du petit nombre de débouchés économiques, il importe de créer des emplois afin d'aider la société tadjike et de renforcer les acquis du processus de consolidation de la paix.

16. Avec l'appui du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le représentant résident des Nations Unies et coordonnateur pour les affaires humanitaires a continué de coordonner les activités humanitaires au Tadjikistan. Il est chargé de la direction d'ensemble des programmes humanitaires, y compris la formulation de politiques ayant trait à des questions clefs, et veille à la cohérence des interventions d'urgence et des activités de reconstruction. Les organismes des Nations Unies sont directement responsables de la coordination sectorielle. Soucieux de lutter contre la sécheresse des deux dernières années, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et les organismes des Nations Unies ont alerté les donateurs et la presse des problèmes soulevés par la pénurie d'eau. Le Bureau s'est chargé des préparatifs de l'Appel global interinstitutions des Nations Unies en faveur du Tadjikistan pour 2001, et effectué l'examen à mi-parcours de cet appel. Il a par ailleurs coordonné la mise au point d'un plan d'urgence concernant la partie tadjike de la vallée de la Ferghana et celle d'un plan d'intervention pour faire face aux situations d'urgence au plan national. Les 28 et 29 juin 2001, le Bureau a organisé un atelier sur la procédure d'appel global, auquel ont assisté 37 participants représentant les organismes des Nations Unies, la Croix-Rouge, des organisations non gouvernementales et des organisations donatrices intervenant au Tadjikistan. Le propos était d'évaluer l'évolution de la situation au Tadjikistan, d'analyser les cas de figure possibles pour 2002 et de recenser les principaux domaines d'activité prioritaires.

## **B. Incidences de la situation en matière de sécurité sur l'action humanitaire**

17. La sécurité s'est considérablement améliorée pendant le second trimestre de 2000, même si l'on a déploré des meurtres dus à des groupes criminels et des

escarmouches dans l'est du pays. La période à l'examen a également été marquée par d'autres agissements criminels, tels que vols, effractions dans des appartements, enlèvements avec demande de rançon et trafic de stupéfiants. Plusieurs explosions se sont produites en différents points du pays, comme l'explosion d'une bombe dans l'église coréenne à Douchanbé en octobre 2000, qui a fait huit morts et 46 blessés. D'autres explosions ont eu lieu dans deux autres églises au moment du Nouvel An. Le 5 avril 2001, une déflagration a endommagé un centre commercial proche du bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), tuant une personne et en blessant plusieurs autres.

18. L'assassinat à Douchanbé, le 11 avril 2001, du Vice-Ministre de l'intérieur, Habib Sanginov, a porté atteinte à la sécurité dans le pays. À la suite de cet assassinat et de la mort de trois policiers le 25 avril, la situation dans les circonscriptions administratives de la vallée de Romit et de Kofarnikhon à l'est de Douchanbé est devenue plus tendue. Une quinzaine de travailleurs humanitaires, dont trois expatriés, de l'organisation non gouvernementale allemande Agro Action ont été pris en otages le 15 juin 2001 dans la circonscription de Tavildara, dans la vallée de Karateguine. Ils ont été libérés sans dommage le 17 juin à la suite de l'intervention de hauts responsables du Gouvernement. Le 22 juin, les forces gouvernementales ont entrepris une opération dite de « nettoyage » contre les groupes armés de Rahman Sanginov et de son bras droit, Mansour Mowakalov, tous deux anciens commandants du Parti uni d'opposition tadjik. Les deux hommes auraient été tués au début du mois d'août. L'opération de nettoyage aurait fait 40 morts parmi les combattants et neuf parmi les soldats gouvernementaux. On ne dispose d'aucune information officielle quant au nombre de victimes civiles et aux destructions de biens. L'assassinat, en juillet, de Karim Yudashev, Conseiller d'État sur les questions internationales auprès du Président Rakhmonov, dénote l'instabilité chronique du pays.

19. Cette instabilité a entraîné l'adoption de nouvelles mesures visant à mieux protéger le personnel des Nations Unies en poste au Tadjikistan. La principale voie d'accès à la vallée de Karateguine à travers Kofarnikhon est interdite au personnel des Nations Unies recruté sur le plan international. Il en est de même de la vallée de Karateguine et des circonscriptions administratives de Romit,

Kofarnikhon, Tavildara, Darband et Faizabad. La présence de mines le long de la frontière tadjiko-ouzbèke est une autre menace particulièrement grave pour certaines populations rurales. Ces mines, dont l'emplacement exact n'est pas connu, aurait provoqué la mort d'une cinquantaine de personnes et en auraient blessé de nombreuses autres.

20. Les organismes chargés de l'application des lois au Tadjikistan tentent d'endiguer la criminalité en menant des opérations conjointes contre les criminels et les trafiquants de drogues et en saisissant les caches d'armes illicites. Toutefois, l'emplacement géographique du Tadjikistan, la recrudescence des combats en Afghanistan et la menace que font peser d'éventuelles incursions des combattants du Mouvement islamique d'Ouzbékistan sont autant de facteurs qui empêchent le Gouvernement de s'attaquer efficacement à l'instabilité.

### **C. Activités des organisations non gouvernementales**

21. Plus de 40 organisations non gouvernementales internationales, 100 organisations nationales et la Croix-Rouge apportent une aide humanitaire appréciable au Tadjikistan, l'accent étant mis sur l'assistance alimentaire et les programmes de santé. La majeure partie des médicaments d'urgence distribués aux établissements sanitaires du pays provient d'organisations non gouvernementales internationales. Les ONG coopèrent étroitement avec le système des Nations Unies, par l'entremise du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Douchanbé, et participent aux réunions de coordination sectorielle organisées et présidées par les organismes des Nations Unies compétents. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires représente par ailleurs les organismes des Nations Unies aux réunions de coordination mensuelles des ONG.

22. Les organisations non gouvernementales continuent à rencontrer certaines difficultés suscitées par les pouvoirs publics à plusieurs échelons, en ce qui concerne le paiement de taxes, le versement de cotisations au fonds de protection sociale et l'imposition de droits de douane sur les dons alimentaires. Par ailleurs, le recul général du financement des activités humanitaires au Tadjikistan a eu une incidence sur certaines organisations non gouvernementales internationales, qui ont dû revoir

leurs programmes à la baisse dans certains secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement, la santé et l'éducation.

#### **D. Aide alimentaire d'urgence**

23. S'ajoutant aux difficultés économiques existantes et à la dégradation de l'infrastructure agricole, la sécheresse de 2000 a fait basculer une partie importante de la population dans l'insécurité alimentaire, notamment les populations des zones rurales et les ménages dirigés par une femme. En mai 2000, le Gouvernement tadjik a demandé à l'ONU et à cinq grands donateurs d'aider le pays à se procurer des denrées alimentaires en suffisance. La FAO et le PAM ont alors mené une mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires, qui a débouché sur une intervention d'urgence en octobre 2000 aux fins de secourir 1 160 000 personnes victimes de la sécheresse. En raison de l'arrivée tardive des denrées alimentaires, le PAM a procédé aux premières distributions de nourriture en décembre 2000. L'intervention d'urgence a été prolongée jusqu'en décembre 2001 afin de laisser le temps au PAM de distribuer, après en avoir pris livraison, les contributions qui, bien que confirmées, n'étaient pas encore arrivées dans le pays. Parallèlement à l'intervention d'urgence, le Programme poursuit une intervention prolongée de secours et de redressement, qui porte sur la reconstruction et le développement du pays au moyen d'un appui aux activités agricoles et aux secteurs de la santé et de l'éducation. De juillet 2000 au 30 juin 2001, il a distribué quelque 46 000 tonnes de vivres à diverses catégories de bénéficiaires, en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et les autorités nationales.

24. L'appui du PAM dans le secteur agricole concerne des projets de remise en état des installations d'irrigation et de mise en valeur des terres cultivées par les pauvres, et permet d'augmenter la production vivrière des ménages. Des projets de type « nourriture contre travail » et « nourriture contre formation » ont également été engagés dans un souci d'améliorer les conditions sanitaires des zones où le paludisme et la poliomyélite sont endémiques.

25. À la fin du mois de juin 2001, le programme d'alimentation scolaire du PAM avait bénéficié à plus

de 100 000 enfants dans la région de Sugd, l'oblast du Haut-Badakhchan et la circonscription administrative de Gharm. Le programme a pour objectif d'améliorer l'état nutritionnel des enfants et la fréquentation scolaire des filles et des garçons. On veille tout particulièrement à réduire les disparités entre les garçons et les filles s'agissant du taux d'inscription scolaire et à lutter contre l'absentéisme des enseignants.

#### **E. Appui à l'agriculture**

26. En 2000, le Tadjikistan a connu les plus faibles précipitations de son histoire récente et, partant, a enregistré une baisse de la production céréalière de plus de 40 % par rapport aux années précédentes. La production devrait encore diminuer en 2001 pour n'atteindre que 301 000 tonnes. La sécurité alimentaire du pays et des ménages s'est considérablement détériorée, alors même que le Tadjikistan se tourne habituellement vers les importations et l'aide alimentaire pour couvrir quelque 50 % de ses besoins en céréales. En 2001-2002, les importations de céréales devraient atteindre environ 784 000 tonnes, dont 400 000 pourront être achetées sur les marchés et 43 000 proviendront de l'aide alimentaire annoncée. Le déficit vivrier devrait donc représenter 341 000 tonnes pour l'année à venir. La pénurie de semences, la médiocrité des semences disponibles et les faibles chutes de neige et de pluie en 2001 sont autant de facteurs qui devraient réduire fortement les récoltes céréalières en 2001, augmentant encore les souffrances de la population et accentuant la pauvreté au Tadjikistan.

27. Les organisations humanitaires tentent de venir en aide aux fermiers sinistrés en leur distribuant des semences et des outils, dans la limite des ressources dont elles disposent. À la suite de la sécheresse de 2000, la FAO a donné à 1 000 ménages ruraux pauvres des semences de blé et des engrais de qualité. En 2001, avant les premiers semis de printemps, elle a distribué à 2 500 ménages ruraux neuf variétés de semences potagères, des engrais et des outils accompagnés d'un mode d'emploi, dans un souci d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et de permettre à ceux-ci de dégager quelques recettes par la vente des produits agricoles. Dans le cadre du programme d'irrigation, la FAO remet en état les installations d'irrigation, ce qui profite au premier chef aux bénéficiaires des semences

potagères et aux petits exploitants privés. Les installations d'irrigation devraient être opérationnelles en 2001 et la gestion de l'eau considérablement améliorée sur quelque 30 000 hectares.

28. Le programme vétérinaire de la FAO, qui bénéficie de la collaboration du Gouvernement et de l'expérience accumulée par l'Organisation dans d'autres pays, aide de manière appréciable les petits éleveurs à améliorer l'état de santé du bétail et à renforcer la santé publique. La FAO a encadré, équipé et formé, à des prix très concurrentiels, plus de 160 vétérinaires, qui ont la charge de quelque 600 000 animaux.

29. Une aide d'urgence s'impose pour remettre en état les installations d'irrigation devenues inopérantes, entretenir et moderniser le matériel agricole, produire et acheter des semences céréalières de qualité et mettre en place un système de financement rural adapté. Faute de mesures en ce sens, il est à craindre que la production agricole ne continue de diminuer, indépendamment des conditions météorologiques.

## **F. Rapatriement et aide aux réfugiés**

30. Les activités prévues par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Tadjikistan en 2000 avaient pour principaux objectifs : a) de compléter le processus de paix en facilitant le rapatriement des réfugiés tadjiks dans des conditions de sécurité; b) d'entreprendre des activités de réinsertion dans les zones de rapatriement; c) de protéger les réfugiés afghans et autres et de dispenser des soins et des traitements aux plus vulnérables; et d) d'aider le Gouvernement et les ONG à régler les questions relatives aux réfugiés en renforçant leurs capacités.

31. Entre juillet 2000 et juin 2001, 1 835 Tadjiks sont retournés chez eux à titre volontaire avec l'aide du HCR, qui a assuré leur transport et leur a fourni de l'argent liquide. L'objectif des 5 000 rapatriements n'a pu être atteint, à cause essentiellement des problèmes liés au transit par l'Ouzbékistan, du fait que le Gouvernement a suspendu les rapatriements organisés pendant une partie de la période considérée parce que le rétablissement des droits de propriété soulevait des difficultés, et de la sécheresse au Tadjikistan, qui n'a pas incité certains réfugiés à rentrer chez eux.

32. Une attention particulière a été accordée au renforcement des capacités des organismes publics chargés des questions relatives aux réfugiés, des organisations non gouvernementales nationales et des communautés de réfugiés. En particulier, les questions relatives aux lois sur les réfugiés et aux droits fondamentaux de ceux-ci ont été systématiquement abordées dans les programmes de formation, les ateliers, les conférences et les tables rondes. Les organismes des Nations Unies et des organisations internationales telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont aidé à consolider la paix et à surveiller la situation des droits de l'homme dans le cadre de rapatriement.

33. Des activités destinées à aider les rapatriés ont été entreprises dans leurs régions d'origine dans les domaines de l'approvisionnement en eau, de l'agriculture, de l'élevage et de la création de revenus. Des pompes à main ont été installées, des engrais, des semences et des outils ont été distribués et des stations de pompage de l'eau pour l'irrigation et 123 kilomètres de canaux d'irrigation ont été remis en état. Des terres (4 713 hectares) ont été mises en culture, ce qui a permis d'améliorer la sécurité alimentaire de 32 062 rapatriés, et de la volaille et du bétail ont été fournis à 188 familles de rapatriés, ce qui a permis d'améliorer les conditions de vie d'un millier de personnes. En raison de la sécheresse, les récoltes ont été réduites de 60 % à 100 %, ce qui a rendu nécessaire l'apport d'une aide alimentaire prolongée. Un suivi régulier et des interventions auprès des autorités ont permis de défendre les droits sociaux des rapatriés, notamment leurs droits de propriété. Certains groupes de femmes ont bénéficié de microcrédits et d'aides à l'artisanat pour pouvoir mener des activités génératrices de revenus et ont reçu une aide juridique pour faire valoir leurs droits.

34. Au 31 décembre 2000, 4 638 Afghans étaient officiellement enregistrés au Tadjikistan comme demandeurs du statut de réfugié mais le régime de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile s'est largement détérioré en 2000. Le Gouvernement ayant par ses décrets 323 et 325 restreint l'accès au droit d'asile et les mouvements des réfugiés dans le souci de lutter contre la criminalité et le trafic de drogues, des

réfugiés qui s'étaient installés dans une trentaine de localités urbaines ont été déplacés et d'autres qui provenaient de pays voisins ont été refoulés. Le HCR suit la situation de près et continue de négocier l'abrogation des décrets susmentionnés. Il a en outre aidé le Gouvernement à légiférer en lui fournissant des observations concernant le projet de loi tendant à réviser la loi sur les réfugiés de 1996 et continue actuellement à tenter de le convaincre d'améliorer les dispositions de ce projet qui ne sont pas conformes aux normes internationales.

35. En raison de la poursuite des combats en Afghanistan, une dizaine de milliers d'Afghans ont cherché refuge à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dans la plaine inondable de la Pyanj. Le HCR et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont coordonné les aides apportées par les organismes des Nations Unies sous forme de logement, de vêtements, d'ustensiles ménagers et de vivres, avec le soutien actif d'organisations non gouvernementales.

## G. Santé et nutrition

36. En raison de la détérioration générale de la situation socioéconomique et des services de santé due aux cinq années de conflit civil et à plusieurs catastrophes naturelles, l'état de santé de la population est extrêmement précaire, en particulier en milieu rural. De plus, le budget de l'État pour la santé (1,50 dollar par habitant) permet à peine de maintenir le système de santé en état de fonctionnement. La plupart des services médicaux, y compris les médicaments coûteux naguère distribués gratuitement, sont devenus payants même pour les groupes vulnérables, ce qui fait qu'une grande partie de la population ne reçoit plus de soins médicaux suffisants. À titre d'exemple, 42,1 % des accouchements (90 % en milieu rural) ont lieu à domicile, sans assistance médicale véritable.

37. Comme le montrent les indicateurs de santé de base, la santé publique au Tadjikistan est moins bonne que dans la plupart des pays à revenu intermédiaire et même que dans certains pays à faible revenu. En dépit des progrès accomplis ces dernières années, la mortalité infantile (19,4 pour 1 000 naissances vivantes) et la mortalité maternelle (53 pour 100 000 naissances vivantes) restent 2 à 4 fois plus élevées que dans les pays européens. On ne peut véritablement se fier à la baisse des taux de mortalité signalée au cours de l'année écoulée, l'enregistrement des faits médicaux

étant incomplet en raison des coûts administratifs élevés qu'il entraîne et de l'insuffisance de la diffusion des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relatives à l'enregistrement des naissances vivantes. Au cours des 10 dernières années, selon les calculs, l'espérance de vie à la naissance a chuté sensiblement (de 3,2 années) et les Tadjiks vivent désormais en moyenne 10 ans de moins que les Européens. Le pourcentage des enfants souffrant de malnutrition aiguë atteint les 17 % et, dans de nombreuses régions affectées par la sécheresse, telles que l'oblast de Khatlon (districts de Shaartuz et Kabodion), celui des enfants rachitiques dépasse les 40 %. L'anémie est fréquente chez les enfants ainsi que chez les mères allaitantes et les femmes enceintes. Le nombre des cas d'anémie en 2000 s'est élevé à 81 935, soit 15 % de plus qu'en 1999. Celui des cas de carence en iode a augmenté dans une proportion analogue (15,5 %).

38. En 2000, la plupart des problèmes de santé les plus graves étaient liés à la prévention et au contrôle d'épidémies telles que les épidémies de paludisme, de fièvre typhoïde, de dysenterie, de charbon, de brucellose, de tuberculose, d'hépatites virales et de maladies sexuellement transmissibles. Le fait que la population ne soit pas suffisamment informée des moyens de prévenir les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida et d'en enrayer la propagation continue de poser problème, en particulier chez les jeunes drogués (dont le nombre est de 18 000 pour la seule ville de Douchanbé). Actuellement, le nombre des cas de séropositivité notifiés est de 22.

39. Cette mauvaise situation épidémiologique est aggravée par la poursuite de la sécheresse. Les rongeurs ont investi en masse des régions densément peuplées telles que la région de Douchanbé, accroissant le risque d'une épidémie de peste. Des cas de maladie du charbon ont été signalés dans l'oblast de Khatlon et dans les districts placés sous le contrôle direct du Gouvernement. L'incidence de la maladie du charbon et celle de la brucellose continuent à augmenter (elles se sont accrues de 125 % et 66 %, respectivement, entre 1999 et 2000) et sont beaucoup plus élevées que dans les autres pays d'Asie centrale. L'incidence générale du paludisme aurait augmenté de 41 % au cours de l'année écoulée en raison de conditions climatiques inhabituelles favorisant la transmission de la maladie.

40. L'aide que la communauté internationale apporte au Tadjikistan dans le domaine de la santé depuis plusieurs années a eu des résultats positifs : le pays est parvenu à atteindre des taux de couverture vaccinale élevés contre la polio (96 %), contre la diphtérie, la polio et le tétanos (vaccin combiné) (96 %) et contre la rougeole (92 %) et à mieux détecter les cas de paralysie flasque. Il est également parvenu à contenir des poussées dangereuses de paludisme et de typhoïde. Il a en outre engagé une réforme progressive et complète du système de santé qui lui a permis d'améliorer sensiblement les soins de santé primaires et les soins de santé dispensés aux femmes et aux enfants, de mieux contrôler les maladies transmissibles et d'améliorer l'enseignement de la médecine.

41. Avec le soutien du Bureau humanitaire de la Commission européenne, l'OMS a continué à aider techniquement le Ministère de la santé à revoir sa stratégie en matière de protection sanitaire, à établir une liste de médicaments essentiels, à élaborer des programmes de formation à la médecine familiale, à former le personnel local aux réformes pilotes du système de santé, à renforcer le système d'information sur la gestion de la santé en matière de reproduction, à promouvoir des soins prénatals efficaces, à contrôler la poliomyélite, à élaborer un plan de préparation préalable aux catastrophes naturelles et à mettre en application le plan d'action national concernant l'hygiène du milieu. Le programme vivres contre travail que l'OMS, le PAM et le Ministère de la santé ont lancé pour contrôler le paludisme et éliminer la poliomyélite et dont ils ont confié la mise en oeuvre à 6 535 volontaires a été mené à bien en 2000.

42. L'OMS et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont apporté une assistance technique au système national de santé relativement à la sécheresse. L'UNICEF a apporté une aide technique et dispensé une formation aux travailleurs sanitaires en ce qui concerne les soins obstétricaux de base, les soins à dispenser aux nouveau-nés et l'allaitement. Une vingtaine de maternités ont été dotées du matériel de base nécessaire. L'UNICEF a en outre continué à consolider le programme élargi de vaccination en fournissant des vaccins, du matériel frigorifique et des médicaments ou vaccins injectables.

43. Les trois volets du programme de nutrition (carence en iode, anémie et allaitement) ont été substantiellement étoffés. Au cours des trois dernières années, l'UNICEF a fourni de l'iode de potassium

pour ioder le sel. Avec son appui, divers matériaux de communication et d'information sur la prévention des troubles dus à la carence en iode ont pu être établis et imprimés. En 2000, deux maternités ont reçu l'appellation Hôpitaux amis des bébés.

44. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) aide le Ministère de la santé à améliorer l'information sur la santé en matière de reproduction et les services dispensés dans ce domaine (établissement de protocoles cliniques, vérification des taux de mortalité maternelle et de mortalité prénatale, formation en cours d'emploi, campagnes d'information sur l'équité entre les sexes, fourniture d'ordinateurs et de matériel de bureau). Son programme en matière de population et de développement dans le pays vise à renforcer les capacités institutionnelles et techniques nécessaires à la formulation de politiques en matière de population et à intégrer les questions de population et de parité entre les sexes dans les plans et programmes nationaux et multisectoriels de développement.

## **H. Appui aux initiatives prises par les femmes pour consolider la paix et favoriser la réconciliation nationale**

45. Au Tadjikistan, les femmes sont vulnérables pour deux raisons principales : la violence dont elles ont été victimes pendant la guerre civile et la forte tradition patriarcale de la société, qui s'est renforcée au cours des 10 dernières années en dépit de la constitution et d'autres textes législatifs. La loi non écrite du patriarcat, qui détermine les relations entre les sexes, limite l'espace vital des femmes, nie leurs droits fondamentaux et les exclut des prises de décisions.

46. Le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) tente d'élargir la participation des femmes à la vie sociale et politique, de consolider la paix et la démocratie et de favoriser l'égalité entre les sexes dans le pays. Il a créé, à Douchanbé, un centre de formation oeuvrant essentiellement dans les domaines de l'équité entre les sexes, de la violence à l'égard des femmes et de la réadaptation psychologique. De même, il a mis en place une équipe d'instructeurs spécialisés dans les questions de parité entre les sexes et créé une organisation non gouvernementale nationale axée sur la formation et le travail social, dont il assure le financement. Il a en outre organisé dans trois

provinces, en étroite collaboration avec les autorités locales et des ONG locales, quelque 200 séminaires de formation qui ont permis de former 3 577 stagiaires (3 221 femmes et 356 hommes) et 260 instructeurs locaux, et il organise actuellement, dans les 140 sous-districts de la région de Khatlon, des séminaires sur la parité entre les sexes et la violence à l'égard des femmes dans le cadre desquels 2 240 personnes des deux sexes reçoivent une formation. Si les fonds nécessaires sont disponibles, la prochaine étape consistera à organiser des séminaires dans les villages, ce qui permettrait d'atteindre la société tadjike dans son ensemble.

47. Un opuscule de 60 pages sur le trafic de femmes au Tadjikistan a été publié en tadjik et en russe et une conférence sur la question a été organisée au centre de formation d'UNIFEM, en collaboration avec l'OIM et l'OSCE. Les participants à cette conférence ont proposé d'amender les lois existantes et d'introduire dans le Code pénal un nouvel article sur le trafic de femmes dont le texte a été transmis au Parlement. UNIFEM met actuellement en oeuvre un autre sous-projet tendant à sensibiliser la population à la question du trafic de femmes et à lui fournir des informations concernant le nouveau Code de la famille.

### **I. Approvisionnement en eau et assainissement**

48. L'UNICEF a aidé plus de 300 écoles et centres sanitaires à améliorer leur approvisionnement en eau et leurs installations sanitaires – activités dont bénéficient directement 90 000 personnes – et a dispensé à plus de 200 enseignants une formation concernant l'éducation à l'hygiène. Par ailleurs, un certain nombre d'organisations non gouvernementales internationales ont mené, à petite et à moyenne échelle dans diverses parties du pays, des activités en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et le PNUD a remis en état des installations d'approvisionnement en eau dans plusieurs parties du pays dans le cadre de son programme de redressement, de reconstruction et de développement. Enfin, l'OMS a dépêché au Tadjikistan, du 10 au 17 janvier 2001, une mission chargée d'évaluer la qualité et le volume de l'approvisionnement en eau potable du pays.

### **J. Éducation**

49. Les importants résultats obtenus dans ce domaine sont menacés, la tendance de la scolarisation à baisser se poursuivant. Selon des enquêtes en grappe à indicateurs multiples, 7 % des enfants de 8 à 10 ans ne sont pas scolarisés et 94 % seulement de ceux qui sont inscrits au cours préparatoire achèvent le cycle d'enseignement primaire. Selon le *Rapport sur l'éducation dans le monde 2000*<sup>1</sup>, le pourcentage d'abandons scolaires a beaucoup augmenté, en particulier chez les filles de 7 à 9 ans (28 %), les taux de scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire ont nettement chuté et la scolarisation dans l'enseignement primaire est en baisse, phénomène qui touche lui aussi particulièrement les filles. Cette situation s'explique par le manque de matériel pédagogique et scolaire, de vêtements et d'enseignants qualifiés, par le fait que les enseignants sont mal rémunérés et par le mauvais état des locaux scolaires. De nombreuses écoles n'ont pas été réparées depuis longtemps et la plupart ne sont pas chauffées et ne fournissent pas de repas aux élèves en hiver. Selon le Ministère de l'éducation, seuls 4,1 % de tous les enfants d'âge préscolaire sont en mesure de recevoir une forme quelconque d'enseignement, chiffre qui tombe à 1 % en milieu rural. C'est pourquoi l'UNICEF, en ce qui concerne l'éducation, continue en priorité à distribuer des fournitures de base aux enfants et aux écoles qui en ont le plus besoin et à fournir des tables d'écoliers et des feuilles de plastique permettant de calfeutrer les fenêtres aux écoles et pensionnats des zones rurales.

### **K. Protection de l'enfance**

50. Le nombre des institutions d'État accueillant des orphelins, des enfants handicapés et des enfants provenant de familles pauvres est passé à 53 en 2000. Elles sont toutes sous-financées, manquent d'enseignants, de psychologues et de travailleurs sociaux qualifiés, ne sont pas chauffées et sont mal gérées. Une majorité d'enfants ont souffert pendant le conflit, soit directement soit indirectement, et nombre d'entre eux ont besoin d'attention et d'assistance. Plus de 8 000 enfants de moins de 16 ans souffrent, sous une forme ou une autre, d'incapacité. L'UNICEF a appuyé des initiatives gouvernementales et non gouvernementales visant à réduire le nombre des enfants qui reçoivent des soins de longue durée en

établissement et a mené des études sur les enfants des rues, les enfants placés en établissement et sur les actes de violence contre des enfants. L'UNICEF fournit aux enfants placés en établissement des fournitures de base, des jeux formateurs et didactiques, des jouets, des équipements sportifs, etc. L'UNICEF a par ailleurs apporté son concours à une analyse de la législation et des lois nationales, ainsi qu'à la formation de formateurs aux normes internationales, tout en appuyant la réforme de la justice pour mineurs.

## L. Relèvement et développement

51. Oeuvrant dans trois des quatre régions du Tadjikistan, le Programme du PNUD pour le relèvement, la reconstruction et le développement (PNUD/RRDP) a grandement contribué à la reprise sociale et économique de ces régions. Au titre de ce programme, 759 sous-projets ont été lancés, dont 593 ont été menés à terme et 166 sont en cours de réalisation, pour un montant total de 11 505 485 dollars, dans les domaines suivants : santé, éducation, infrastructures, agriculture, mise en valeur des ressources en eau, intégration des femmes dans le développement, logements, renforcement des institutions et des capacités, mise en évidence des problèmes du pays, énergie, petites et moyennes entreprises et création de revenus. Mettant à profit le soutien généreux apporté par le PNUD sur le plan des frais de gestion, ainsi que la forte capacité d'exécution de programmes mise en place dans le cadre de projets financés par le PNUD, certaines tierces parties donatrices ont été attirées par le RRDP. La capacité d'exécution de programmes dans la zone et les structures mises au point sur le plan de la fixation des priorités et de la prise de décisions ont été un facteur important qui a incité la Banque asiatique de développement à se servir de la capacité et des mécanismes d'exécution de programmes du RRDP pour lancer son projet de 20 millions de dollars de relèvement du secteur social.

52. Dans tous ses domaines d'intervention, le RRDP contribue à la consolidation de la paix. Grâce au programme de réinsertion, des possibilités d'emploi à court terme ont été données à 3 553 anciens combattants, ce qui a facilité leur réintégration dans la communauté et a contribué aux efforts de consolidation de la paix. En outre, 1 000 anciens combattants ont trouvé à ce jour un emploi permanent. Ces résultats ont

été confirmés par les chefs locaux de la région de Garm, qui ont signalé par exemple que certains anciens combattants n'avaient pas été impliqués dans les activités de déstabilisation à la frontière Tadjikistan-Kirghizistan parce qu'ils étaient enracinés dans leurs communautés.

53. À l'heure actuelle, le PNUD réoriente le RRDP pour tenir compte du nouvel environnement politique, économique et sécuritaire au Tadjikistan. Désormais, le RRDP appuiera la stabilisation politique et économique au Tadjikistan en menant une action dans les domaines du développement et de la prévention des conflits. Afin de relever les nombreuses communautés dont le tissu social a été déchiré par la guerre et les crises économiques, le RRDP apportera son concours à de petits projets visant la remise en état des infrastructures sociales, notamment dans les domaines de l'eau potable, des centres sociaux et des centres de jeunes et de l'environnement communautaire, ce qui contribuera à faire renaître un sens de la collectivité et une responsabilité commune.

54. Les initiatives prises en faveur du développement économique local porteront essentiellement sur le secteur agricole, car il est le seul secteur capable de progresser de façon marquée dans un proche avenir et il ouvre de nombreuses possibilités d'emploi dans les zones rurales. Cette action en faveur du secteur agricole viserait essentiellement la remise en état des infrastructures productives stratégiques, notamment les systèmes d'irrigation et de drainage dont on peut montrer que les avantages sont, par unité de coût, les plus largement partagés. Une aide sera apportée au développement de petites et microentreprises, aux organisations d'exploitants agricoles, aux services de conseil aux entreprises et à des institutions similaires qui viennent en aide (sous forme de crédits et autres apports) aux exploitants agricoles et qui constituent une tribune où ils peuvent exprimer leurs besoins et leurs préoccupations.

55. On continuera à travailler avec le gouvernement local pour renforcer sa capacité de reprendre à son compte nombre des fonctions actuellement dévolues pour une large part au personnel du RRDP et pour développer les compétences correspondantes. Au cours de sa deuxième phase, le RRDP contribuera, à titre expérimental, au renforcement des services d'aménagement de l'espace et/ou du territoire au niveau régional. Les principales institutions créées au titre de la phase I du RRDP, notamment les comités

consultatifs de développement du district, les comités d'appels d'offres et (à Garm) les comités de développement (conseil de district) de Jamoat, ont été officialisées dans les structures gouvernementales et communautaires locales.

### **M. Lutte contre la drogue et abus des drogues**

56. Le trafic des drogues est devenu une activité lucrative au Tadjikistan, en raison de la proximité du pays avec l'Afghanistan et de sa relative instabilité sociale et politique. Le Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime estime qu'une part importante et croissante de l'opium, de la morphine et de l'héroïne provenant d'Afghanistan passe en contrebande à travers l'Asie centrale, surtout à travers les 1 700 kilomètres de frontière qui séparent l'Afghanistan du Tadjikistan, pour être ensuite acheminée vers le Kazakhstan, le Kirghizistan l'Ouzbékistan et la Fédération de Russie. Bien que certaines drogues soient absorbées sur place le long des routes suivies, la destination finale de la plupart des drogues est l'Europe et, dans une certaine mesure, les États-Unis d'Amérique. Les autorités tadjikes s'efforcent de renforcer leur capacité de lutte contre la drogue et ont à cet effet créé un office spécial de contrôle des drogues, renforcé les contrôles de la police des frontières tadjikes, et porté une aide au Service fédéral russe des frontières qui est déployé tout au long d'une partie de la frontière tadjike afghane. L'Office tadjik de contrôle des drogues a été officiellement inauguré le 20 octobre 2000, en présence du Premier Ministre, de représentants diplomatiques et de hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies.

57. Pendant la période allant de juillet 2000 à juin 2001, 8 996 kilogrammes de drogues ont été saisis sur le territoire tadjik. Plusieurs types de drogues ont été saisis par l'Office tadjik de contrôle des drogues et le Service fédéral russe des frontières, principaux bénéficiaires de l'aide apportée par le Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime. Le Bureau, agissant conjointement avec l'Office tadjik, a par ailleurs appuyé des activités visant à sensibiliser le public au problème de la drogue, par exemple par des manifestations sportives, des spectacles musicaux, des concours de dessin entre les élèves des écoles. Les nouvelles initiatives régionales du Bureau, telles que le

contrôle des précurseurs en Asie centrale, la réduction de la demande de drogues, les projets concernant le crime organisé et les activités menées dans le cadre du programme mondial d'assistance juridique, touchent désormais le Tadjikistan.

### **V. Aide apportée par les États Membres**

58. Les États Membres ont apporté une aide de 25,03 millions de dollars des États-Unis en réponse à l'Appel global interinstitutions pour 2000. Les principaux donateurs sont l'Office humanitaire de la Commission européenne, les États-Unis d'Amérique, la Norvège, la Suède et la Suisse. Les contributions apportées en dehors du cadre de l'Appel global se sont élevées, selon les rapports adressés par les donateurs et les agences au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, à 3,8 millions de dollars. En outre, la Banque mondiale a accordé 25,9 millions de dollars sous forme de crédits et de subventions pour étayer des activités concernant l'octroi de prêts liés à la mise en oeuvre de réformes, l'agriculture, les secteurs sociaux et des projets mineurs d'assistance technique. Lors de la réunion du Groupe consultatif, tenue à Tokyo le 16 mai 2001, les gouvernements des pays donateurs se sont engagés à apporter 439 millions de dollars pour aider les programmes de réforme économique et d'investissement au Tadjikistan, pour la période biennale 2001-2002. En 2000, la Banque asiatique de développement a accordé 54 millions de dollars pour aider à la reconstruction de centrales électriques et de routes au Tadjikistan. L'Office humanitaire de la Commission économique s'est engagé à verser 11 millions d'euros au Tadjikistan pour aider des activités humanitaires et de reconstruction, pendant une période de 12 mois commençant en mai 2001.

59. L'Appel global interinstitutions en faveur du Tadjikistan pour 2001 cherche à obtenir un montant total de 82 millions de dollars destiné à des programmes visant les secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé et de la nutrition, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de l'éducation, de la réinsertion, de la coordination et de la sécurité. L'Appel couvre tous les besoins alimentaires urgents résultant de la sécheresse qui figuraient dans l'Appel global des Nations Unies à l'intention des donateurs visant les besoins alimentaires urgents du Tadjikistan, pour la période

allant du 15 septembre 2000 au 31 juillet 2001. Au 30 juin 2001, la communauté internationale avait apporté des contributions de quelque 25 millions de dollars pour l'Appel de 2001, dont l'essentiel correspondait à une aide alimentaire au PAM. D'autres secteurs importants, comme ceux de la santé et de la nutrition, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement, souffrent d'une insuffisance grave de financements.

## VI. Observations

60. Après les élections parlementaires et la mise en place de nouvelles structures gouvernementales, la sécurité s'est considérablement améliorée dans l'ensemble au cours de l'année écoulée, quoique restant précaire. On n'a enregistré des progrès modestes que dans les secteurs sociaux et économiques du pays; la persistance de la sécheresse et l'absence de possibilités génératrices de revenus font que le Tadjikistan reste l'un des pays du monde où les revenus sont les plus bas. Les efforts du Gouvernement et l'aide apportée par le système des Nations Unies et ses partenaires ont empêché une tragédie humanitaire qu'aurait entraînée la sécheresse. Toutefois, si l'aide humanitaire apportée a permis de faire face aux besoins de la population touchée, l'accès à d'autres services sociaux importants – santé, eau et assainissement, et éducation, par exemple – a été sévèrement limité, les conditions économiques et sociales générales s'étant encore dégradées en raison de la sécheresse. À partir des ressources disponibles, les agences humanitaires n'ont pas relâché leurs efforts pour apporter des secours organisés de façon à favoriser l'autonomie économique et contribuer à la reprise économique. Toutefois, les besoins sont actuellement tellement pressants et aigus que toute interruption de secours serait catastrophique.

61. La stratégie humanitaire de l'Organisation des Nations Unies concrétisée dans l'Appel global 2001 est expressément axée sur les besoins caractéristiques d'une période de transition. Si la plupart des programmes visent à faire face aux conséquences de la sécheresse et autres besoins urgents, d'autres programmes ont pour but d'assurer un passage sans heurts de la phase des secours à celle du relèvement, puis à celle du développement durable. La plupart des projets se fixent des objectifs à moyen et long terme, outre les objectifs immédiats. L'antenne des Nations

Unies au Tadjikistan procède actuellement à une réévaluation de ses activités afin de mettre au point pour 2002 une stratégie humanitaire commune qui viendrait en appui des opérations de secours et de reprise pendant cette période de transition, l'accent étant surtout porté sur la promotion de l'autonomie économique et du développement durable. En outre, le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix au Tadjikistan planifie de diriger l'élaboration d'une stratégie de consolidation de la paix qui fournirait un cadre global au système des Nations Unies pour aborder les causes profondes du conflit et de la misère économique du pays.

62. On s'accorde largement à reconnaître l'importance que présente l'aide humanitaire pour maintenir et conforter les résultats des efforts de consolidation de la paix et c'est pourquoi on peut considérer que la réponse des donateurs à l'Appel de 2001 a été des plus décevantes. Des secteurs entiers, comme la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement, continuent à manquer gravement de financements. Il est extrêmement important de créer des emplois et des possibilités de revenus, surtout pour les combattants démobilisés, et parallèlement d'apporter sans tarder une réponse adéquate aux conséquences de la sécheresse actuelle. Vu la situation délicate actuelle du Tadjikistan, l'Organisation des Nations Unies peut continuer à jouer un rôle capital en appuyant les efforts déployés après le conflit pour consolider la paix, mais il faut que les financements continuent à être assurés.

63. La persistance de la sécheresse, l'influence du trafic des drogues, la situation politique régionale et l'instabilité politique sont autant de raisons puissantes pour que l'on continue à aider le Tadjikistan. Apporter une aide accrue sur le plan humanitaire et sur celui du développement est indispensable si l'on veut maintenir et conforter les résultats obtenus par l'Organisation des Nations Unies dans ses efforts de consolidation de la paix après le conflit et si l'on veut que le Tadjikistan aille de l'avant sur la voie de la stabilisation, du développement démocratique et de la réforme économique. J'en appelle donc à tous les donateurs pour qu'ils contribuent généreusement aux activités menées par le système des Nations Unies et ses partenaires au Tadjikistan sur le plan humanitaire et ceux du développement et de la consolidation de la paix, et notamment aux programmes prévus dans l'Appel global 2001.

*Notes*

<sup>1</sup> UNESCO, Paris, 2000.

---